

**Nations unies - Paix et sécurité en  
Afrique : renforcement des  
opérations de maintien de la paix en  
Afrique - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 20 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier la présidence chinoise du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat important. Je remercie également le secrétaire général des Nations unies et le commissaire Paix et Sécurité de l'Union africaine pour leurs interventions très éclairantes, et pour leur engagement de tous les instants au service du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine.

Je souhaiterais aussi d'emblée faire écho au remarquable discours prononcé au nom des trois pays africains du Conseil par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire. Nous sommes totalement en phase avec cette position.

Monsieur le Président,

1/ Pour la France, le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine a aujourd'hui une importance stratégique, et nous sommes résolument engagés à soutenir son développement, qui revêt à nos yeux un immense potentiel. Ce partenariat s'inscrit en effet pleinement dans l'évolution actuelle du maintien de la paix et constitue un volet majeur de l'initiative "Action pour le maintien de la paix" du secrétaire général.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des progrès accomplis sous votre impulsion, M. le Secrétaire général, et celle du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, notamment depuis la signature en avril 2017 du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité.

Ce partenariat s'inscrit dans notre réalité quotidienne ; il s'exprime désormais tous les jours de façon très concrète sur le terrain. Je pense par exemple à la RCA, où les Nations unies et l'Union africaine travaillent main dans la main pour rétablir la paix et la stabilité dans le pays à travers l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en RCA, qui est le cadre unique afin d'aboutir à un accord de paix global et inclusif.

C'est également en raison de l'importance de ce partenariat que nous continuons de

plaider pour des opérations de maintien de la paix de l'ONU bénéficiant d'un engagement collectif fort, dotées de mandats clairs au service d'une vraie stratégie politique, pourvues aussi de moyens adéquats. Pour la même raison, nous mettons en garde contre toutes les remises en cause y compris financières des cadres fixés collectivement pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Je souhaite ici rendre hommage à nouveau à l'ensemble des casques bleus déployés dans les opérations de maintien de la paix, et en particulier à ceux qui ont payé le sacrifice ultime au cours des derniers jours en RDC et en RCA.

Monsieur le Président,

2/ Si le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine revêt une importance stratégique pour la France, c'est également en raison de la montée en puissance des opérations africaines de paix. Face à l'évolution des menaces en Afrique et à la nécessité pour l'ONU et l'UA de gagner en réactivité et en efficacité, nous considérons que ces opérations africaines de paix représentent une véritable opportunité pour une meilleure répartition des tâches avec les Nations Unies, entre imposition de la paix et maintien de la paix.

Nous le voyons sur le terrain avec la force conjointe du G5 Sahel, l'AMISOM ou la Force multinationale mixte déployée au bassin du Lac Tchad : ces opérations africaines de paix jouent aujourd'hui un rôle majeur et ont au moins trois points communs : elles sont mieux adaptées à leur environnement et à la menace ; elles disposent d'un mandat clair avec un objectif unique ; enfin, elles sont moins onéreuses que les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Ces opérations présentent donc, dans leur déclinaison et dans leur diversité, des avantages indéniables.

Force est pourtant de constater que les opérations africaines de paix ne disposent toujours pas de financements prévisibles et durables. Il est donc indispensable de remédier à cette situation. C'est pourquoi, comme le Président Macron l'a réaffirmé dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, la France soutient l'initiative portée par l'Union africaine, qui s'est fixée pour objectif l'adoption d'un projet de résolution ambitieux d'ici la fin de l'année. Cette initiative repose sur deux socles. Il s'agit tout d'abord de la décision prise par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine d'abonder le Fonds pour la paix de l'UA, qui permettra de prendre en charge 25% du coût des opérations africaines de paix. Il s'agit ensuite de la demande faite à l'ONU par l'Union africaine de prendre en charge 75% du coût des futures opérations, y compris via les contributions obligatoires.

3/ Dans ce contexte, la France salue les réformes menées par l'Union africaine et les progrès réalisés en coopération avec les Nations Unies depuis l'adoption des résolutions 2320 de 2016 et 2378 de 2017. Ces progrès constituent autant de jalons pour la définition du cadre que nous souhaitons donner aux opérations africaines de paix. Je pense notamment aux propositions du secrétaire général concernant le processus conjoint d'évaluation de la menace, de planification, d'établissement des mandats, et d'évaluation des opérations africaines de paix. Je pense également aux travaux sur le mécanisme de suivi et de rapport sur l'exécution des mandats. Je pense enfin au développement des cadres de conformité en matière de droit international humanitaire, de droits de l'Homme, et de conduite et de discipline qui sont cruciaux en matière

de reddition des comptes mais aussi pour le soutien que les Nations unies peuvent apporter aux opérations africaines. Ces progrès doivent également s'inscrire dans un cadre répondant en particulier à deux principes : la primauté du Conseil de sécurité, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et la nécessité de mandats clairs, définissant un théâtre et une durée limités.

Dans ce contexte, la France considère que les importants progrès réalisés par nos partenaires de l'Union africaine doivent désormais être résolument soutenus par le Conseil de sécurité à travers l'adoption d'une résolution-cadre qui actera définitivement la possibilité pour le Conseil de mobiliser, au cas par cas, les contributions obligatoires des Nations Unies pour co-financer des opérations africaines dirigées ou mandatées par l'Union africaine. J'insiste sur ce dernier point car les coalitions et organisations sous-régionales, telles que la CEDEAO ou la SADC, mobilisent des forces africaines qui doivent elles aussi, lorsqu'elles sont mandatées par l'UA, pouvoir bénéficier d'un soutien de l'Union africaine et de l'ONU.

Monsieur le Président,

Avec cette résolution cadre, il s'agit d'établir un partenariat renouvelé entre les Nations unies et l'Union africaine, qui réponde aux enjeux de sécurité de notre siècle sur le continent africain, en accompagnant les forces africaines dans leur montée en puissance et en apportant la solidarité de la communauté internationale dans la lutte contre les groupes terroristes et les réseaux criminels qui menacent la stabilité et la prospérité sur le continent.

Les pays de l'Union africaine peuvent compter sur le soutien résolu de la France sur ce chemin.

Je vous remercie./.